

Filière café (page 7)

# Des réformes à tâtons



Le café reste le pilier de l'économie nationale, mais la production est en chute libre. Elle oscille autour de 8 000 tonnes de café vert par an. Les réformes initiées pour redynamiser la filière café peinent à se concrétiser dans un contexte de pénurie criante de devises.

### SPORT



Basketball

La FEBABU sauvée in extremis (page 2)

### ECONOMIE



Exportations

Un souhait de passer aux étapes supérieures (page 3)

### ELEVAGE



TUBURA

TUBURA intensifie ses actions en faveur de l'autonomisation des ménages (page 5)



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24.

## Editorial

## Des initiatives à faible portée



Benjamin Kuriyo,  
Directeur de publication

importés plongent le pays dans une spirale inflationniste. La dépréciation continue du FBu retarde l'impact des réformes macroéconomiques entreprises. L'inflation affiche une tendance baissière depuis le début de l'année. Le taux d'inflation aurait diminué de 5 points passant de 17,2% à 12% entre janvier et avril 2024, selon les données officielles. Cependant, cette baisse n'est pas ressentie chez les consommateurs qui assistent à la flambée des prix des denrées alimentaires.

La pénurie des devises accentue les pressions inflationnistes surtout avec la pénurie criante de produits pétroliers. Par effet de contagion, la crise des hydrocarbures affecte d'autres secteurs notamment

le commerce, les transports, la construction et l'industrie. Depuis des mois, le gouvernement tente d'apporter des réponses à cette problématique, mais les stations-service restent à sec. La nouvelle société pétrolière du Burundi n'a pas jusque-là réussi à maîtriser les perturbations dans l'approvisionnement du carburant.

A la fin du quatrième trimestre de l'année 2023, les réserves de change s'élevaient à 234,4 millions USD. Parallèlement, la balance commerciale reste très déficitaire. Les recettes d'exportation oscillent autour de 206 millions USD alors que les dépenses en importation nous coûtent plus de 1,2 milliards USD. Au début de cette année, le pays ne disposait que des devises

pour financer les importations des biens et des services pendant 24 jours. Les critères de convergence de l'EAC exigent des réserves pour couvrir au moins 4 mois d'importations.

Selon les autorités, la crise actuelle est le résultat du désordre financier en matière de gestion des devises et de politique de refinancement.

La situation économique se présente ainsi alors que plusieurs accises de développement économique ont été organisées avec des recommandations très pertinentes.

Nous citerons les deux éditions du forum national de développement, celles du secteur privé, les éditions récurrentes des salons industriels, les

journées de réflexion, etc. Peut-être qu'il est temps de changer le modus operandi. C'est du moins la ferme conviction des participants à la journée de réflexion sur la promotion des exportations domestiques organisées au début de cette semaine.

Ils ont été unanimes sur qu'on répète le même credo avec un panier de défis suivis d'un paquet de recommandations jamais concrétisées. Le mieux serait de traduire les paroles en actes tout en visant des résultats sur le court terme. D'ailleurs, « on ne guérit point une maladie en prononçant le médicament, mais en prenant le médicament », disait le révolutionnaire burkinabè Thomas SANKARA.

Malgré les multiples signaux de relance économique, la crise économique perdure. Le pays n'a pas assez de devises pour couvrir ses importations. Par effet de contagion, les produits

## SPORT

## Basketball

## La FEBABU sauvée in extremis

L'adhésion de la Fédération de Basketball du Burundi (FEBABU) à la Fédération internationale de basketball (FIBA) a été suspendue pour une période d'un mois. En outre, une amende de 50 000 francs suisses a été imposée à la FEBABU. Cela parce que cette dernière avait interdit à l'équipe de Dynamo BBC de participer au tournoi BAL avec les maillots estampillés « Visit Rwanda » au mois de mars 2024.



La suspension de la FEBABU par la FIBA doit absolument influencer négativement sur l'évolution du basketball burundais.

mai 2024 via une correspondance adressée au président de la FEBABU, Claver Hacimana.

Cela survient après que la FIBA a ouvert le 12 avril 2024 une procédure disciplinaire contre la FEBABU pour violation des articles 9.10 des Statuts généraux de la FIBA ainsi que des articles 1-110a et 1-121a du Règlement intérieur de la FIBA. Ainsi, la FEBABU est accusée d'avoir discrédité la FIBA et terni l'image et la réputation du basketball.

### Comment en est-on arrivé là ?

Le club burundais de basketball Dynamo BBC s'est qualifié pour la saison 4 de la Ligue africaine de basketball (BAL) à travers le « Road to BAL ». Le match de Dynamo BBC

dans ce tournoi était prévu le 9 mars 2024. A cette date, la FEBABU a adressé une lettre à la FIBA et au bureau régional Afrique de la FIBA demandant que le club soit autorisé à jouer dans la compétition BAL sans le « Visit Rwanda » (sponsor officiel du BAL) affiché sur les maillots des joueurs. La lettre indiquait que la FEBABU avait recommandé au club de s'abstenir de jouer les matchs de la BAL s'il n'était pas autorisé à jouer sans l'affichage du sponsor. Ce qui viole les obligations contractuelles et réglementaires prévues pour la compétition. Malgré les avertissements et les communications répétées de la BAL, de la FIBA et du bureau régional Afrique de la FIBA, le club Dynamo BBC a déclaré forfait pour ses deux matchs qui étaient prévus le 10 et le 12 mars 2024 en refusant de porter les maillots officiels présentés par

le sponsor. En conséquence, il a été disqualifié du tournoi.

Gilbert Nkurunziza

Dans une interview accordée à la radio-télévision Isanganiro, le président de la FEBABU affirme que cette structure est prête à régler cette amende. Différents matchs de basketball vont être organisés pour payer les frais nécessaires dans les meilleurs délais. Par ailleurs, cinq matchs de basketball sont prévus dimanche le 19 mai 2024 dans le cadre de la compétition Road to Viva Basketball League (Elite 8 2024).

L'affaire Dynamo a fait couler beaucoup d'encre et de salives sans oublier qu'elle est à l'origine des démissions de différents cadres de la FEBABU dont Apotre Jean Paul Manirakiza, ex-président de la fédération. Après le départ de ce dernier, le 4 mai 2024, l'assemblée générale extraordinaire de la FEBABU a approuvé un nouveau comité exécutif dirigé par Claver Hacimana. Cela pour redynamiser le basketball dans notre pays.

A cause de tous ces problèmes, la plupart des meilleurs joueurs de basketball burundais sont partis dans d'autres pays pour profiter encore plus de leurs talents. Il y a notamment Guibert Nijimbere qui évolue aujourd'hui au Rwanda dans le club de Kepler BBC et Landry Ndikumana qui joue pour l'équipe d'Ami BK de Bukavu en République Démocratique du Congo (RDC).

Le Bureau Central de la Fédération internationale de basketball (FIBA) a statué lors de sa réunion du 25 avril 2024 que l'adhésion de la Fédération de Basketball du Burundi (FEBABU) est suspendue pour une période d'un mois à compter de la période de suspension provisoire, soit le 12 avril 2024. En plus, une amende de 50 000 francs suisses (à peu près 160 millions de FBu) a été imposée à la FEBABU. Cette dernière devra se conformer à cette décision et payer l'amende dans les 30 jours suivant sa notification. Cette mesure a été rendue publique mercredi le 15

**BurundiEco**  
Hebdomadaire socio-économique gratuit

C. d'Uvira à 400m de l'ex-BINUB dans les enceintes de **Hope Design** Imprimerie

Référence CNC : 100/CNC/236/2012  
Parution le vendredi  
Directeur de publication et Rédacteur en chef : Benjamin Kuriyo  
Rédacteur en chef adjoint : Mélance Maniragaba  
Service commercial : +257 22 277868 / 65800014

### Taux de change du 17 Mai 2024

Sources : BRB/www.brb.bi

Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2854	2900
Euro	3101	3151
Shi. Kenyan	21,8732	22,2260
Shi. Tanzanien	1,1021	1,1199
Shi. Ougandais	0,7578	0,7700
Fr Rwandais	2,2048	2,2404

## Journée de réflexions sur les exportations

## Un souhait de passer aux étapes supérieures

Les documents stratégiques pour booster les exportations existent bel et bien comme le constatent les participants à la journée de réflexion sur les exportations de ce mardi 14 mai 2024. Pour ceux-ci, il est temps de passer des paroles aux actes

« Il faut que les paroles se taisent et que les actes parlent. Par ailleurs, Thomas SANKARA disait : On ne guérit point une maladie en prononçant le médicament, mais en prenant le médicament », a déclaré Dr Révérien Nizigiyimana, directeur général de l'Agence de Développement du Burundi (ADB). C'était mardi le 14 mai 2024 lors de la journée de réflexion sur les exportations burundaises, organisée sous le thème : « Défis pour les exportations des produits burundais, quelles solutions stratégiques et durables ? ».

Dr Nizigiyimana a dit cela afin de valoriser les recommandations formulées à cette occasion. Par ailleurs, d'autres observations ont été émises stipulant que pas mal d'initiatives (forum national sur le développement, umuzinga day) ont été prises pour booster l'économie, mais que les recommandations qui en étaient issues sont restées lettre morte.

« On se répète, on fait des recommandations, mais on n'a pas encore enregistré des résultats », fait remarquer Hon. Olivier Suguru, président de la Chambre Fédérale de Commerce et de l'Industrie du Burundi (CFICB).

Abondant dans le même sens, Juvénal Sakubu, président de l'Association des Industriels du Burundi (AIB) affirme que ce ne sont pas les documents permettant de booster les exportations qui manquent. « Nous formulons des recommandations qui restent lettre morte », précise-t-il.

Christian Nibasumba, représentant pays de TradeMark Est Africa, une organisation qui a financé cette activité déplore que les exportations sont souvent reléguées au deuxième rang. Certaines gens, fait-il remarquer, disent qu'il faut produire beaucoup et exporter le surplus.

## Des réformes phares pour stimuler les exportations

Hon. Olivier Suguru estime que la gouvernance matérialisée par la digitalisation des services, la suppression des barrières non tarifaires, la création d'un guichet unique pour les exportateurs et les investisseurs, les ressources humaines en quantité et en qualité suffisantes au sein du Bureau Burundais de Normalisation et de Contrôle de la qualité (BBN), la création d'un fonds d'investissement pour soutenir les innovations seraient un atout pour regonfler les exportations.

M. Sakubu, lui, propose le renforcement des équipes sur place et la promotion des gens qu'il faut là où il faut.

Gabriel Rufyiri, président de l'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations



Les initiatives et les documents pour augmenter les exportations ne manquent pas

Economiques (OLUCOME) prône la hiérarchisation et la prise en compte des recommandations, faire du secteur privé un secteur sain en évitant que les administratifs s'ingèrent dans le commerce, contrôler les exonérations...

## Les opérateurs économiques Burundais confrontés à moult défis

Selon Hon. Olivier Suguru, président de la CFCIB, malgré les efforts fournis, les opérateurs économiques Burundais sont confrontés à de nombreux défis, notamment les barrières non tarifaires qui minent les échanges internationaux, les mauvaises pratiques aux frontières (pots de vin, harcèlements de tout genre...), les défis liés à la normalisation et à la certification des produits, l'insuffisance des infrastructures et de la logistique de transport, le manque de financement des projets orientés vers les exportations...

Marie Chantal Nijimbere, ministre en charge du commerce a reconnu que le respect des normes est un grand défi pour l'exportation des produits fabriqués au Burundi.

Toutefois, nuance-t-elle, le gouvernement ne cesse d'orienter les investissements vers la promotion du commerce international entre autres pour la construction des infrastructures d'appui aux exportations dont celle d'un terminal frigorifique à l'aéroport international Melchior Ndadaye, la mise en place d'un portail d'informations commerciales, le projet d'extension et de modernisation du port de Bujumbura, le projet tripartite de construction de chemin de fer à écartement standard, l'adoption d'un cadre légal et réglementaire pour la mise en place de la Zone Economique Spéciale (ZES), la mise en place des infrastructures transfrontalières (postes frontalières à arrêt unique, les ponts, les marchés à la frontière)...

## Un pays face à une monnaie dépréciée

Dr Révérien Nizigiyimana, Directeur Général de l'ADB indique que le pays fait face à la faible valeur de la monnaie (dépréciation).

Pour lui, des balances commerciales chroniquement déficitaires

traduisent des sorties excessives de devises. Ce qui entraîne la dégradation des réserves de change et des pressions sur la perte de valeur de la monnaie.

« La dépréciation de la monnaie induite par des balances commerciales chroniquement déficitaires augmente les dépenses publiques (en BIF) destinées à l'importation des biens d'équipement et, de surcroît alourdit les déficits budgétaires dont le financement nécessite de contracter de nouvelles dettes publiques (secteur des finances publiques) », explique-t-il avant de marteler qu'à défaut de contracter de nouvelles dettes extérieures, la dépréciation de la monnaie va limiter la capacité d'importation des biens d'équipements, du carburant ou des matières premières (cas BRARUDI). Ce qui ralentit l'activité économique, augmente le chômage, diminue la production et augmente les prix (secteur réel), baisse les impôts et creuse les déficits publics.

Les déficits budgétaires, continue Dr Nizigiyimana, financés par des dettes contractées auprès du secteur bancaire diminuent les crédits offerts aux privés et par conséquent la production des biens et services marchands.

Il précise que les déficits budgétaires financés par la création monétaire par la Banque centrale (sans contrepartie en termes de

production) engendre la hausse des prix (ou l'inflation) des biens et des services.

## Une faible valeur de la monnaie, un atout

« En principe, si la monnaie d'un pays a une faible valeur par rapport aux autres devises étrangères, ses exportations deviennent plus compétitives sur les marchés mondiaux en termes de prix (elles deviennent relativement moins chères). Ce qui devrait encourager les exportations et rééquilibrer la balance commerciale », explique Dr Nizigiyimana.

Le DG de l'ADB fait savoir que si le BIF a une faible valeur, la demande étrangère des produits burundais augmente. Pour qu'on s'en sorte gagnant, poursuit-il, la production nationale de ces biens devrait en conséquence augmenter plus que proportionnellement. Ainsi, ce qu'on a perdu en termes de prix (Effet-prix) devient plus que récupéré par l'augmentation des quantités vendues.

Et de regretter : « Malheureusement, cette arme de taux de change ne joue pour le Burundi qu'en produisant des effets contraires ».

Le BIF a une faible valeur. La demande étrangère augmente, mais la production et donc les exportations ne suivent pas. Les

importations deviennent chères. Ce qui amplifie le déficit commercial. La demande excessive sur le peu de quantités disponibles fait que les frontières tendent à craquer, d'où l'inflation. Et comme si cela ne suffisait pas, la pression sur la dépréciation de la monnaie augmente et le cercle vicieux s'installe.

## Exportations, le nœud du problème de ce que l'on vit

Dr Nizigiyimana notifie qu'en revisitant la structure des échanges commerciaux du Burundi, on peut bien comprendre la problématique des réserves de change et de perte de valeur de la monnaie nationale que l'on vit actuellement.

En effet, certifie-t-il, le Burundi vit un problème de faible niveau des réserves de change avec une tendance fortement baissière, soit 3,2 mois d'importations (décembre 2021), 1,8 mois d'importations (décembre 2022) et 0,5 mois d'importations (2 semaines).

Cela est ainsi au moment où les pays partenaires de la Communauté Est Africaine (CEA) ont convenu de disposer et de maintenir une quantité de réserves de change représentant 4,5 mois d'importations au titre des critères de convergence macroéconomique.

« Cette situation est l'une des causes majeures de la pénurie des biens stratégiques comme le carburant, les matières premières de certaines industries (BRARUDI, BUCECO, ...), la baisse des produits manufacturés exportables... et, partant, la dépréciation de la monnaie », annonce-t-il. Dr Nizigiyimana s'inquiète de la baisse de la production des cultures traditionnelles d'exportation.

La production cumulée café parche par exemple est passée de 18,5 mille tonnes en 2020 à 7,9 mille tonnes en 2021 tandis que celle du café cerise est passée de 101 tonnes en 2017 à 33,5 tonnes en 2021. La production du coton fibre est passée de 779 tonnes en 2017 à 406 tonnes en 2021...

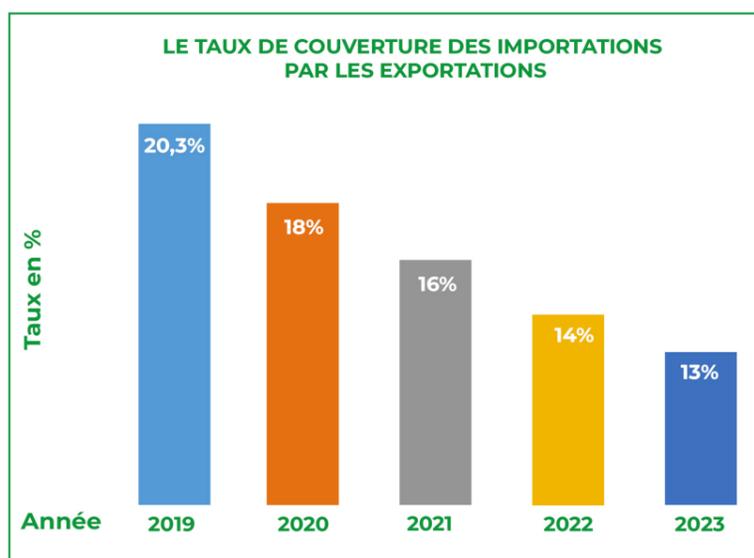
En 2022, la valeur des importations représentait 1260 milliards USD au moment où celle des exportations représentait 208 millions USD. La balance commerciale affichait donc un déficit de plus d'1 milliard d'USD, dicit Dr Révérien Nizigiyimana, DG de l'ADB

Il fait savoir que le taux de couverture des importations par les exportations évolue en diminuant, soit 20,3% (2019), 18% (2020), 16% (2021), 14% (2022) et 13% (2023).

Le patron de l'ADB précise que la structure des exportations reste en grande partie dominée par les produits primaires, en l'occurrence le café, le thé, les minerais (or), les peaux brutes et quelques produits manufacturés dont notamment les bières et les limonades, les cigarettes, la farine de blé et les savons.

Pourtant, il existe d'autres produits d'exportation comme les fruits, les avocats, les ananas, les oranges, les pastèques, les légumes, le sucre, les poissons, les huiles, le nickel, le cobalt, la cassitérite, le wolfram, l'étain...

Mélance Maniragaba



Le taux de couverture des importations par les exportations évolue en diminuant,

# Quand l'utilisation de la dolomie constitue un remède à l'acidité du sol

73% des sols agricoles sont menacés par l'acidité. Cela ressort des recherches réalisées par les experts de la Faculté d'Agronomie et de Bio Ingénierie en collaboration avec l'IFDC. Ils recommandent d'utiliser la dolomie couplée avec la matière organique pour la correction de cette acidité qui constitue un danger pour la production agricole

L'Université du Burundi à travers la Faculté d'Agronomie et de Bio Ingénierie en collaboration avec l'IFDC a organisé mardi le 14 mai 2024 un atelier de restitution des résultats du projet Récupération agroécologique des Sols fortement acides et appauvris en éléments nutritifs de la région de haute altitude du Burundi pour accroître la production agricole (RASAB).

Lors de ces travaux, Séverin Nijimbere, doyen de la FABI déplore que les résultats montrent que 73% des sols cultivables du Burundi sont acides. Et la conséquence majeure est que cette situation affecte beaucoup la production agricole. Le rendement s'amenuise.

## La dolomie à elle seule ne suffit pas

Il a fait remarquer que les recherches ont aussi montré que l'utilisation de la dolomie associée à la matière organique est le moyen efficace pour parvenir à corriger cette acidité.

Et d'ajouter que le bon dosage lors de l'utilisation de la dolomie est une nécessité pour gagner le pari. Et pour y parvenir, cet expert indique qu'il faut mesurer le PH à l'aide du PH-mètre. Il remercie alors l'IFDC qui a financé ce projet qui a duré seulement une année.

Pourtant, il lui demande de continuer à financer les recherches, car il y a des résultats allant dans le sens de la lutte contre l'acidité dont on a encore besoin.



Oscar Nduwimana de l'IFDC : " 31 932 tonnes de dolomie ont été distribuées dans 15 provinces du pays précisément dans 40 communes sur 123 collines de la zone d'intervention. 17 113 ha des terres acides ont été corrigées. "



Séverin Nijimbere, doyen de la FABI : " les résultats montrent que 73% des sols cultivables du Burundi sont acides. Et la conséquence majeure est que cette situation affecte beaucoup la production agricole. Le rendement s'amenuise. "

## La dolomie contribue à l'augmentation de la production agricole

Salvator Kaboneka, professeur à l'Université du Burundi laisse entendre que les résultats montrent que l'utilisation de la dolomie couplée avec la matière organique contribue à l'augmentation du rendement jusqu'à plus de la moitié.

Pourtant, il confie que cette technique à elle seule ne suffit pas. «Il faut planter des arbres agro forestiers dans les champs et y tracer des haies anti érosives pour combattre l'érosion et le lessivage du sol qui sont les causes majeures de l'acidité du sol», argue-t-il. Sinon, tous les fertilisants finissent leur course par se diriger dans les eaux des rivières, des lacs et des océans, explique-t-il.

Il argue que l'acidité du sol est due à une déficience en certains éléments qui sont entre autres le Calcium et le Magnésium, présents notamment dans la dolomie. Tous les plateaux centraux et la crête Congo-Nil sont fortement acides (pH< 5.5) sauf certaines parties de la plaine de l'Imbo, des dépressions du Nord et du Kumoso en particulier.



Salvator Kaboneka, professeur à l'Université du Burundi : "les résultats montrent que l'utilisation de la dolomie couplée avec la matière organique contribue à l'augmentation du rendement jusqu'à plus de la moitié. "

## La plupart des sols du Burundi ont un PH inférieur à 5,5

Etant donné que la plupart des sols ont un PH inférieur à 5,5, Kaboneka fait savoir que l'état des lieux de

l'acidité des sols est alarmant car, à ce niveau, la majorité des éléments nutritifs essentiels sont déficients. Ce qui signifie que la plante doit mourir de faim, alerte Kaboneka. Et d'ajouter qu'à ce stade, la plante est malnutrie.

Selon Kaboneka, la réponse adéquate pour corriger l'acidité du sol consiste à apporter les éléments qui ont été perdus par l'érosion et par l'exportation. Et ces éléments qui sont très vulnérables sont notamment le Magnésium et le Calcium, présents dans la dolomie. Selon lui, on doit disponibiliser ces éléments pour combattre l'acidité du sol.

Ces derniers chassent l'aluminium et le neutralisent. Une autre piste de solution est l'utilisation de la matière organique, fait remarquer Kaboneka. Elle neutralise aussi l'aluminium qui est l'agent causal de l'acidité des sols. Selon toujours lui, cela s'ajoute à l'utilisation des engrais chimiques et de la mise en œuvre de la politique de lutte anti érosive.

## La dolomie, le point d'entrée pour booster la production agricole

Cet expert en agronomie fait savoir que la dolomie qui était auparavant

reléguée au second plan doit désormais être la base pour booster la production agricole, car il estime que la production agricole de votre pays peut être multipliée par trois.

Pour cela, elle doit constituer le point d'entrée dans le développement du secteur agricole. Au moment où l'Etat s'est décidé de promouvoir le développement du secteur agricole, Kaboneka demande que l'utilisation de la dolomie soit une obligation dans l'optique de booster la production agricole.

31 932 tonnes de dolomie ont été distribuées dans 15 provinces du pays par l'IFDC

Oscar Nduwimana de l'IFDC a fait savoir que 31 932 tonnes de dolomie ont été distribuées dans 15 provinces du pays précisément dans 40 communes sur 123 collines de la zone d'intervention. 17 113 ha des terres acides ont été corrigées. Et les bénéficiaires sont estimés à 78 602. Quelques PH- mètres ont été distribués par cette ONG. Et certains agents ont même été formés sur l'utilisation de ces derniers.

Il indique que l'IFDC s'est engagé à lutter contre l'acidité du sol il y a cela des années. En 2013 et en 2021, cette ONG en collaboration avec l'ISABU a produit des cartes d'acidité du sol qui donnent des orientations sur la maîtrise de ce fléau. Il a signalé que cette ONG a promis de continuer à financer les recherches pour booster la production agricole si on parvient à trouver les moyens.

## Que disent les participants?

Les participants audit atelier se réjouissent des recherches réalisées par les experts de la FABI et de l'IFDC. Ils demandent à l'Etat de s'impliquer beaucoup plus dans la lutte contre l'acidité du sol dans l'optique de booster la production agricole, car plus de 90% de la population burundaise vivent de l'agriculture.

«Que les directeurs des Bureaux provinciaux de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage et les agronomes s'impliquent dans la sensibilisation de la population pour l'inciter à utiliser la dolomie», recommandent-ils.

## Qu'au moins chaque colline ait un PH- mètre!

Selon toujours ces derniers, au moins chaque colline devrait avoir du PH- mètre. «Il est cher, mais, l'Etat peut subventionner cela comme il le fait pour les engrais chimiques», précisent-ils.

Clément Ndikumamasabo, directeur général de la vulgarisation au ministère en charge de l'agriculture se réjouit des résultats de ces recherches de la FABI en collaboration avec l'IFDC et promet d'en tenir compte pour corriger l'acidité du sol dans l'objectif de booster la production agricole.

Pour gagner le pari, il a précisé que la sensibilisation de la population sur l'utilisation de la dolomie et de la matière organique est une urgence. De plus, doter les producteurs de PH-mètres qui leur permettent de mesurer le PH est aussi utile.

# TUBURA intensifie ses actions en faveur de l'autonomisation des ménages

One Acre Fund TUBURA a procédé ce mardi 14 mai 2024, à la distribution de 9 064 poussins à 1417 ménages, issus de 10 collines du district de Bugendana dans la province de Gitega. Les bénéficiaires se réjouissent de l'implication de cette ONG dans la promotion de la nutrition et dans l'autonomisation de leurs ménages.



Ces poussins sont octroyés sous forme de crédits remboursables sur 5 mensualités.

9 064 poussins ont été distribués à 1417 ménages provenant de 10 collines constituantes du district de Bugendana. Ces activités ont été organisées par l'ONG One Acre Fund Tubura, ce mardi 14 mai 2024 dans la commune de Bugendana de la province de Gitega.

Selon Chartier Niyungeko, chargé des relations entre One Acre Fund Tubura et le gouvernement, les bénéficiaires de ce projet avaient la possibilité de commander soit un lot de 4 poussins, soit 8 poussins, selon leur volonté et leur budget. « Ces poussins sont octroyés sous forme de crédits remboursables en 5 mensualités », précise-t-il. Il ajoute qu'un poussin se vend à 5000 FBu.

## Une grande joie chez les bénéficiaires

Désiré Ntakarutimana, de la coopérative Tugirumwete de la colline Mukoro se réjouit de ce prêt de Tubura. Lorsque nous l'avons rencontré, il était entrain d'emballer

dans un carton les 8 poussins qu'il venait de bénéficier. La joie pouvait facilement se lire sur son visage. « Je suis passionné par l'élevage. Mais à cause de mes faibles revenus, je n'y étais pas encore parvenu », dit-il. Il explique qu'avec l'octroi de ces poussins à crédit, il a pu réaliser son plus grand rêve sans trop dépenser. « C'est vraiment abordable. Moi, par exemple, j'ai contracté ce crédit au mois de janvier 2024. Aujourd'hui, j'ai presque fini de le rembourser », témoigne-t-il. Il ne doute pas que l'élevage de ces volailles sera

d'une grande importance pour son ménage. Il remercie One Acre Fund Tubura pour son implication dans l'autonomisation financière de la population de sa colline

Noëlla Bigirimana, l'une des bénéficiaires du précédent lot témoigne que depuis qu'ils se sont lancés dans l'aviculture, la situation financière de son ménage s'est améliorée. « En plus de la croissance économique de notre foyer, nous avons aussi gagné sur le plan sanitaire. Désormais, mes

enfants consomment régulièrement des œufs et ne sont plus malades comme avant », se réjouit-elle. L'élevage des volailles leur a été également bénéfique sur le plan agricole. Comme le témoigne Mme Bigirimana, le fumier provenant de cet élevage de poules est très rentable pour l'agriculture.

## Tubura, toujours auprès de ses bénéficiaires

Dans le but de vulgariser les bonnes pratiques d'élevage, Tubura

organise des séances de formation sur l'élevage des poules à l'endroit de ses bénéficiaires. Cette ONG se charge également du suivi de la croissance des poussins, de la production des œufs ainsi que de la vente des poules et des œufs.

D'après M. Niyungeko de l'TUBURA, ce projet rentre dans le cadre des projets innovants que TUBURA est en train de tester avec certains de ses bénéficiaires. Tant d'autres projets innovants visant la promotion de la nutrition et la génération des revenus sont en train d'être mis en œuvre par TUBURA. On citerait entre autres la culture du champignon, le projet d'agrégation des produits récoltés, etc.

One Acre Fund (OAF) est opérationnel au Burundi depuis 2012, où il offre un soutien aux petits exploitants agricoles pour augmenter leurs rendements. OAF connu sous le nom de Tubura au Burundi fournit des intrants agricoles comme l'engrais, les semences améliorées, la chaux, les sacs de stockage des récoltes, etc. Tubura fournit aussi d'autres produits de qualité comme les plants d'arbres, les lampes solaires, les foyers améliorés, les téléphones portables, etc. Et tout cela à crédit.

Tubura opère dans 7 provinces du Burundi, à savoir : Muramvya, Gitega, Kayanza, Mwaro, Muyinga, Ruyigi et Ngozi.

Florence Inyabuntu

## ACTUALITE REGIONALE

# Tanzanie : La filière tabac plus dynamique que jamais

La revue de la presse régionale de ce vendredi le 17 mai 2024 vous parle de la baisse du prix de diamant au Congo dans la ville de Mbuji-Mayi, tandis que l'Ouganda a entamé le processus d'évaluation de son potentiel en uranium. Quant à la Tanzanie, elle souhaite affecter un budget de 13 milliards de shillings dans la culture du tabac en 2024/2025



En Tanzanie, le tabac est l'une des principales cultures de rentes avec la noix de cajou et le coton

Le gouvernement Tanzanien souhaite affecter un budget de 13 milliards de shillings (5 millions \$) à la subvention de l'achat à coût réduit des intrants pour la culture du tabac en 2024/2025. Dans ce pays, le tabac est l'une des principales cultures de rentes avec la noix de cajou et le coton. Pour expliquer cette décision, le ministre de l'Agriculture Hussein Bashé met en avant les épisodes d'inondations survenus en avril dernier, qui ont dévasté les champs et obligé les agriculteurs à appliquer une deuxième fois les engrais à leur culture. « Nous travaillons actuellement sur la base de données des producteurs de tabac afin d'identifier ceux qui ont droit à la subvention », a-t-il précisé.

Selon Agence Ecofin, la Tanzanie enregistre une récolte de 200 000 tonnes de tabac lors de la campagne

de 2024/2025, soit une hausse de 63 % par rapport à la campagne de 2023 /2024. C'est dans ce sens que la Tanzanie est devenu le 2ème producteur africain de tabac après le Zimbabwe en 2023 en supplantant le Malawi et le Mozambique avec une production record de près de 123 000 tonnes.

## Congo· Baisse du prix d'un carat de diamant à Mbuji-Mayi

Le prix d'un carat de diamant est passé de 2 à moins d'un dollar américain, sur les marchés de la ville de Mbuji-Mayi (Kasaï-

Oriental). Le président du Conseil provincial des diamants (CPD) au Kasaï-Oriental, Dieudonné Kalala attribue cette baisse du prix à la loi de l'offre et de la demande : « Sur le marché mondial, on observe une certaine baisse du prix de diamant. Les prix augmentent en fonction de la demande et de la qualité de

la marchandise. Cette situation a paralysé l'exploitation artisanale de cette pierre précieuse », a-t-il indiqué.

A Mbuji-Mayi, une ville reconnue comme capitale diamantifère de la RDC, les activités d'achat et de vente des diamants tournent au ralenti depuis le début de l'année comme le montre le site de la radio Okapi. « Le diamant est en baisse. Nous cherchons comment couler nos colis de diamant, il n'y a pas d'acheteurs, pas d'argent. Nous ne faisons rien ici. Avant, ce sont des Libanais qui achetaient beaucoup de diamants, mais ils ne sont plus là », a ajouté D. Kalala.

## Ouganda · évaluation de son potentiel en uranium

Le processus d'évaluation du potentiel uranifère de l'Ouganda en prévision du projet de développement de l'énergie nucléaire d'ici 2031 a commencé. Il consistera à évaluer l'état de préparation du pays à la production de l'énergie nucléaire en termes de lois, de capacité, de réserves, de sécurité et de protection de l'environnement. M. Emmanuel Wamala, commissaire par intérim chargé du combustible nucléaire et des déchets radioactifs au ministère de l'Energie a déclaré que l'Ouganda était encore au stade de l'exploration du cycle de production qui mènera à un gisement d'uranium. lit-on sur le journal ougandais The Monitor.

Aline Niyibigira

# BCB, une banque leader dans l'accompagnement des PME et des commerçants

La Banque de Crédit de Bujumbura (BCB) vient de mettre en place un nouveau modèle relationnel pour les PME et les commerçants par une prise en charge totale du client dans un espace dédié et avec des produits adaptés. A cet effet, mercredi le 9 mai 2024 a été une journée spéciale dédiée aux PME afin d'identifier les défis, partager l'expérience et proposer des améliorations. Les cérémonies se sont déroulées à Donatus Conference Center à Bujumbura, sous le thème « Accompagnement des PME : Défis et Perspectives, Solutions et Innovations »



Photos de groupe

Selon M. Roger Guy Ghislain Ntwenguye, Administrateur Directeur Général de la BCB, la BCB a compris que le segment des Petites et Moyennes Entreprises (PME) est un tremplin de croissance. « C'est la raison pour laquelle la banque est prête à accompagner les PME, clients et non clients qui vont la solliciter », déclare-t-il avant d'annoncer que des démarches ont été simplifiées pour répondre le plus rapidement possible aux demandes.

L'ADG de la BCB déplore que les PME n'ont pas facilement accès aux financements. Pourtant, explique-t-il, le développement des PME est l'un des leviers pour stimuler la croissance.

« Pour relever ce grand défi qui ralentit la croissance économique, la BCB a mis en place un dispositif d'accompagnement des PME. Ce dispositif va nous aider à réaliser notre grande ambition de devenir la première banque au service des PME au Burundi », fait remarquer M. Roger Guy Ghislain Ntwenguye.

Et de renchérir : « Toutes les conditions sont réunies et la distribution des crédits en faveur des PME a déjà commencé dans nos Espaces Business, soit à l'Agence Centrale (Siège), soit à l'Agence Umugenzi (aux environs du stade Intwari) à Bujumbura, à l'Agence de Gitega et à l'Agence de Ngozi ».

## Des produits adaptés au moment

L'Administrateur Directeur Général de la BCB rappelle que la banque qu'il gouverne est au service de l'économie Burundaise depuis 1922, soit plus de 100 ans.

« La BCB accompagne le segment des Particuliers, des Personnes morales, des Commerçants, des PME et des Grandes Entreprises, en leur proposant des produits adaptés et au bon moment », signale M. Roger Guy Ghislain Ntwenguye. Il souligne que dans cette optique d'améliorer en permanence la satisfaction des clients, plus de 32 points de vente (agences et guichets) sont installés dans tout le pays dont une Agence dédiée aux institutionnels, un Centre d'Affaires pour les grandes entreprises et les 4 Espaces Business.

Le patron de la BCB ne doute pas que la nouvelle stratégie en faveur des PME va contribuer également à la vision du Burundi d'être un pays émergent en 2040 et un pays développé en 2060.

« Le financement que nous accordons aux PME va créer des emplois et augmenter les recettes publiques. Celles-ci vont aider par la suite dans le développement des infrastructures... », martèle-t-il.

## Types de crédits

Mme Aline Hategekimana, Responsable du segment des PME à la BCB a, quant à elle, montré les produits offerts aux PME tout en se focalisant sur les nouveaux produits répondant aux besoins des PME :

- le crédit BCB KIRUMARA individuel : une solution de financement destinée à un commerçant travaillant à titre individuel ou à une société unipersonnelle exerçant une activité commerciale.

- le crédit BCB KIRUMARA collectif : une solution de financement destinée exclusivement à un groupe de 5 commerçants exerçant leur activité commerciale dans une même localité et qui vendent les mêmes produits.

- L'avance sur stock : une solution permettant aux entreprises et aux commerçants de disposer de capitaux nécessaires au financement des besoins de stockage des matières premières ou des produits finis dans l'attente de leur écoulement. Les marchandises concernées par ce financement ne doivent pas être périssables à l'instar du riz, du café...

Mme Aline Hategekimana a signalé que la grande nouveauté des ces crédits est qu'ils n'exigent pas les garanties classiques (maison, etc).

Et de faire remarquer : « Aujourd'hui, tout est possible à la BCB. On peut contracter un crédit, il suffit d'avoir la facture, le bon de commande... ».

## Une stratégie qui tombe au moment opportun

A l'occasion de la journée dédiée aux PME, un débat des intervenants dans le secteur privé et public a été organisé pour parler des défis, des limites et des améliorations.

Pour Mme Marie Muque Kigoma, Administrateur Directeur Général de Fruito qui opère dans le domaine agro-alimentaire depuis une trentaine d'années, les débuts pour créer une entreprise sont souvent difficiles.

« J'ai débuté mon entreprise en 1987. Les défis rencontrés étaient le manque d'informations, le manque d'équipements adéquats. La contraction d'un crédit nécessitait une garantie et beaucoup de procédures. Une fois le crédit obtenu, on était obligé de contribuer avec une participation de 20% ou 30%. Le taux d'intérêt bancaire était également trop élevé », témoigne-t-elle.

Mme Sabine Nakintije Bazirutwabo, Coordinatrice des programmes à la Maison de l'Entrepreneur (MDE) revient sur le cadre réglementaire restrictif et complexe (certification...), l'accès insuffisant aux ressources financières, un faible niveau de formation technique des entrepreneurs, la qualité des infrastructures...qui bloquent l'épanouissement des PME.

M. Désiré Rudaragi, chargé de l'inspection au Bureau Burundais de Normalisation et de Contrôle de la Qualité (BBN) indique les étapes pour certifier un produit. « Après l'introduction d'une demande de

certification, les agents du BBN effectuent une descente sur le site pour constater la matière première utilisée (ingrédients), la main d'œuvre, la méthode de travail (plan de nettoyage et de maintenance), le matériel (emballages), le milieu de travail (environnement du travail, milieu d'implantation de l'usine). Puis, le comité de certification compare les résultats sur terrain et ceux du laboratoire », fait-il remarquer.

Toutefois, avoue M. Rudaragi, le BBN ne collabore pas avec les entrepreneurs qui travaillent dans l'informel.

Mme Béatrice Nzeyimana, coordinatrice du Projet pour l'Emploi et la Transformation Economique au Burundi (PRETE) dit que les entrepreneurs n'osent pas dire la vérité en ce qui est du chiffre d'affaire de leurs entreprises, du nombre des employés...Ce qui fausse les statistiques pour les appuyer.

M. Désiré Manirakiza, coordinateur du Projet d'Autonomisation Economique et d'Emploi des Jeunes (PAEEJ) constate des limites pour promouvoir les PME. Il confirme que le Burundi n'est pas un pays traditionnellement business et qu'il n'a pas un coach en matière de business.

Et de regretter : « Une grande majorité d'entrepreneurs apportent les mêmes idées et tournent souvent les idées dans le domaine de l'agriculture. Cela au moment où la banque burundaise est élitiste ».

M. Manirakiza certifie qu'il n'y a pas de disponibilité des semences agricoles et d'élevage. « Il n'existe pas de centre-naisseur pour les poulets. Si quelqu'un veut l'initier, je doute que peu de banques peuvent s'engager pour le financer », s'interroge-t-il avant d'insister que les banques ne prennent pas le risque pour financer les recherches en matière d'entrepreneuriat.

## Des innovations acclamées

« C'est la première fois que je vois une banque préoccupée par les intérêts des entrepreneurs », se réjouit Ange Muyubira, opérateur économique depuis bientôt 13 ans.

Je n'ai jamais, affirme-t-elle, participé dans des débats organisés par une banque comme vient de le faire la BCB. Cela afin d'améliorer l'accompagnement des PME.

Abondant dans le même sens, Réverien Manirambona qui œuvre dans le domaine de l'imprimerie ne mâche pas les mots. « La BCB vient de franchir une étape que les autres banques n'ont pas encore franchi en nous livrant un espace d'expression de nos besoins », applaudit-il.

Kévin Rukundo, jeune entrepreneur de Kirundo au Nord-Est du pays atteste qu'il est l'enfant gâté de la BCB. Ayant bénéficié de pas mal de crédits à la BCB, ce jeune entrepreneur qui travaille dans le domaine de la construction se prépare à se confier aux nouveaux produits de la BCB pour importer un camion de marque « Ben ».

La stratégie de la BCB pour les PME est l'une des axes stratégiques du Plan Triennal de Développement 2022-2024.



Roger Guy Ghislain Ntwenguye, Administrateur Directeur Général de la BCB : « La BCB a compris que le segment des PME est un tremplin de croissance. C'est la raison pour laquelle la banque est prête à accompagner les PME, clients et non clients qui vont la solliciter »

# Nième tentative de redynamisation de la filière café

Le café burundais longtemps considéré comme un des produits qui génèrent des devises est en voie de disparition. L'Office du Développement du Café (ODECA) est fustigé pour sa gestion. Par conséquent, de nouveaux organes ont été mis en place pour tenter de redynamiser ce secteur. Le ministre ayant l'agriculture dans ses attributions a annoncé des réformes pour suivre et évaluer les intervenants dans ce secteur.



Prosper Dodiko, ministre ayant l'agriculture dans ses attributions : «Seules les stations de lavage et centres de transit qui ont l'aval de la commission de suivi de la campagne café et de l'équipe de suivi de la Présidence de la République du Burundi sont autorisés à collecter le café auprès des caféiculteurs».

L'ODECA et les autres responsables des usines de déparchage doit fournir endéans une semaine, l'état des stocks du café vert des campagnes antérieures en précisant les stocks invendus et ceux déjà vendus, avec mention de l'acheteur ainsi que la destination», a indiqué Prosper Dodiko, le ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage dans un point de presse animé mercredi le 15 mai 2024 après la remise et reprise entre les anciens dirigeants de l'Office du Développement du Café (ODECA) et les nouveaux organes mis en place par le Chef d'Etat burundais Evariste Ndayishimiye pour tenter de rentabiliser cette filière. Une réforme effectuée après avoir constaté que le pays a perdu 40 milliards de FBu dans le circuit de vente du café burundais, selon le chef d'Etat.

Et de renchéirir : «Les usines de déparchage devront produire un rapport sur les quantités de café par catégorie réceptionnée pour usinage tout en précisant les propriétaires. De même à la fin de l'usinage, ils devront soumettre un rapport à l'ODECA précisant les quantités de café vert produit par grade et en précisant les propriétaires. Enfin, ils devront informer l'ODECA sur toute sortie du café vert, le motif et la destination».

Le ministre Dodiko indique que dorénavant seules les stations et centres de transit qui ont l'aval de la commission de suivi de la campagne café et de l'équipe de suivi de la Présidence de la République du Burundi sont autorisés à collecter le café auprès des caféiculteurs. «

Tout autre acteur qui sera attrapé en train de collecter le café, sera considéré comme fraudeur et sanctionné conséquemment», a-t-il ordonné

## Des mesures pour réglementer les stations lavage

Pour collecter et traiter le café cerise, le ministre Dodiko fait savoir que les stations de lavage et les centres de transit doivent avoir l'agrément de l'ODECA. Cependant, il est formellement interdit pour une station de dépulpage – lavage nouvellement construite ou en cours de construction de collecter et de traiter le café cerise avant l'obtention d'un certificat d'agrément délivré par l'ODECA.

Les stations de lavage ont été données un délai limite de 3

jours afin de pouvoir présenter les documents d'agrément et la quantité de café cerise déjà collectée pendant la campagne 2024-2025 à l'ODECA. Le dossier sollicité doit comprendre le certificat d'immatriculation, les Statuts et les numéros d'identification fiscale (NIF) de chaque station de lavage. A cela s'ajoutent les adresses des bureaux et les coordonnées téléphoniques, les pièces d'identité des responsables des sociétés et leurs coordonnées téléphoniques, mais aussi les actes d'engagement à payer aux caféiculteurs la totalité du prix fixé par le gouvernement.

Par conséquent, l'ODECA va informer par écrit, chaque propriétaire d'usine de déparchage et de conditionnement chaque fois qu'il y a une confirmation de vente par paiement effectif pour marquage sur le lot.

## Des recommandations pour éviter les spéculations

«Les propriétaires des centres de transit supporteront les frais de transport de leur café vers les stations de lavage», a précisé le ministre ayant l'agriculture dans ses attributions avant de clarifier que tout écart de poids et de rendement de la cerise apportée est à la charge du dépulpeur. Il a fustigé toutes les tentatives de tricherie qui pourront être opérées par ces centres de transit. « Toute tricherie sera considérée et sanctionnée comme une fraude», a-t-il indiqué.

En outre, les autorités administratives locales doivent veiller à ce que le café cerise ne franchisse pas la circonscription communale lorsque le périmètre de provenance est pourvu de stations de lavage. Ainsi, la circulation du café pendant la nuit est prohibée. «La circulation du café n'est autorisée qu'entre 6h du matin et 18h du soir. Quiconque sera surpris transportant le café en dehors de ces heures sera considéré comme un fraudeur et sanctionné conformément à la loi», a-t-il précisé.

Et de continuer «Nous lançons un vibrant appel à l'administration, aux forces de l'ordre et à la population en général de rester vigilant pour que le café ne soit pas écoulé vers les pays limitrophes particulièrement pendant la période de collecte du café cerise, de transfert du café parche vers les usines de déparchage et de conditionnement».

## Une balance commerciale très déficitaire

Le café est l'un des produits exportés par le Burundi. Outre le café, le Burundi exporte aussi le thé, l'or et les produits manufacturés. Cependant, actuellement les exportations domestiques évoluent en dents de scie bien que le

pays dispose d'un large éventail de produits potentiellement exportables. Il suffit d'une bonne planification et d'un bon ciblage de marchés. La balance commerciale de notre pays est très déficitaire. Le pays dépense plus de 1,2 milliards USD dans les importations alors que la valeur totale des exportations oscille autour de 250 millions USD sur une année. Les données du Fonds Monétaire International (FMI) montrent que les produits primaires dominés par le café, le thé et l'or, trois principaux produits d'exportation ne suffisent pas pour couvrir les besoins en importation. Entre janvier et septembre de l'année 2023, le pays a engrangé 330 milliards de FBu, soit 114,6 millions USD issus des exportations. Au troisième trimestre de 2023, les exportations ont enregistré un bond de 116,6% tirées essentiellement par les produits primaires et manufacturés.

Au quatrième trimestre de l'année 2023, les exportations totales ont progressé de 12,9%. L'accroissement des exportations des produits primaires a porté principalement sur les exportations de l'or non monétaire (+82,8%). Par contre, les exportations du café et du thé ont baissé respectivement de -45,0% et de -6,5 % en comparaison à la même période de l'année 2022.

Pour inverser la tendance, le ministre Dodiko recommande à l'ODECA de transmettre au ministère ayant l'agriculture dans ses attributions une note qui précise la proposition de nouvelles mesures et actions nécessaires pour garantir l'atteinte des objectifs majeurs pour rentabiliser ce secteur. Ces objectifs sont entre autres l'augmentation de la quantité et de la qualité de café produit par an, et la recherche d'un circuit officiel de vente directe pour un meilleur prix du café.

Méchaël Tuyubahe



Le café burundais longtemps considéré comme un des produits qui génèrent des devises est en voie de disparition.



VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE  
VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR  
DES CADEAUX CUSTOMISÉS  
DE FIN D'ANNÉE?

PARMI SA GAMME DE PRODUITS,  
**HOPE DESIGN** VOUS PROPOSE  
DES GOURDES PERSONNALISÉES

